



## **“La voix des PME en Europe”**

### **Communiqué de Presse**

Pour publication immédiate

#### **Initiative pour la croissance: L' UEAPME demande aux chefs d' Etat d'inclure des garanties de crédit pour les PME**

**Bruxelles, le 9 octobre 2003.** En vue du Sommet Européen des prochaines semaines, l' UEAPME, l' association européenne des employeurs PME, recommande aux chefs d'Etat européens de permettre à la Banque Européenne d'investissement d'allouer une partie de ses fonds à des garanties financières supplémentaires en faveur des PME européennes. L' association PME explique que, dans le cadre de l'initiative pour la croissance dans l' UE, l'utilisation d' une partie des réserves allouées à la BEI comme garantie de crédit pour les PME, permettrait une importante augmentation des investissements dans les entreprises et par conséquent permettrait une impulsion de l'économie en Europe.

Actuellement, les PME européennes souffrent des changements du marché financier et de la plus grande sensibilité au risque de beaucoup de banques actives dans le financement des PME. Il s'agit d'une conséquence par anticipation de Bâle II et de la réduction des garanties publiques pour les banques. Vu ce contexte, **Hans-Werner Müller**, le Secrétaire Général de l' UEAPME déclare, “Il n'est que raisonnable pour les chefs de gouvernement d'allouer 10% des 500 millions d' euros supplémentaires du fond de la BEI à des garanties de crédit pour les PME. En effet le fait de dépenser 50 millions d'Euros comme garantie d'emprunt résulterait en un investissement d'un montant de 1.5 billion dans les PME. Ceci représenterait la création de pas moins de 30.000 nouveaux emplois”.

Augmenter de tels systèmes de garantie par le biais des fonds additionnels de la BEI constituerait le moyen le plus efficace pour soutenir une croissance immédiate dans l' UE puisque cela aurait des effets instantanés sur la croissance et l'emploi et que les PME européennes sont prêtes à investir. De plus, le rapport entre les fonds nécessaires provenant de la BEI et l'investissement engendré par ce capital est de 1 à 30 ce qui est 10 fois plus que ce que rapportent des investissements dans les fonds de capital à risques.

Finalement, en accord avec l'objectif de soutien à la croissance et à la reprise économique, l'association conseille vivement aux Chefs d'Etat de faire pression sur l' ECOFIN afin d'arriver à l'inclusion des services à haute intensité de main d'œuvre dans la proposition sur le taux réduit de TVA. L'expérience de la réduction du taux de TVA pour les services à haute intensité de main d'œuvre a démontré que ce type de politique peut jouer un rôle significatif dans la création d'emplois et de richesse en Europe.

Un arrêt soudain de l'expérience et la non inclusion des services à haute intensité de main d'œuvre dans la liste à propos de laquelle les Ministres des Finances doivent se mettre d'accord, signifierait une augmentation des taux de TVA, ce qui aurait probablement un impact négatif sur l'emploi et la reprise économique.

\*\*\*\*\* Fin \*\*\*\*\*

*Remarque pour les éditeurs* : Pour toute information complémentaire, veuillez contacter Gerhard Huemer on tel +32 2 285 0719

Raphael Anspach, Press officer  
Tel: +32 2 230 7599/ Fax: +32 2230 7861  
Email: [pressoffice@ueapme.com](mailto:pressoffice@ueapme.com)  
Web: [www.ueapme.com/pressroom](http://www.ueapme.com/pressroom)